

# Consultation ARCEP – Projet de décision portant sur le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre

## Réponse towerCast

15 juillet 2015

**Florent SADOT**

towerCast

46-50 Avenue Théophile Gautier

75016 PARIS

**Email** [fsadot@towercast.fr](mailto:fsadot@towercast.fr)

**Tél.** 01 40 71 78 23

**Por.** 06 16 77 86 50

**Fax.** 01 40 71 40 47



## TABLE DES MATIERES

1.	NECESSITE DE MAINTENIR LA REGULATION EX ANTE .....	1
2.	OBJECTIFS DU CYCLE 2015-2018.....	2
2.1.	LA LEVEE PROGRESSIVE DE LA REGULATION .....	2
2.1.1.	Les arguments de l'ARCEP en faveur de la levée progressive de la régulation.....	2
2.1.2.	Le projet d'abandon des obligations de non éviction.....	4
2.1.3.	Le projet d'abandon de l'offre d'hébergement antenneaire .....	6
2.2.	L'ENCADREMENT DE L'EXCESSIVITE .....	9
2.3.	L'OBLIGATION DE NEGOCIER DE BONNE FOI .....	11
2.4.	MARCHE DU TRANSPORT .....	15
2.5.	EVOLUTION DE L'OFFRE DE REFERENCE.....	18
2.6.	SECRET DES AFFAIRES - [REDACTED] .....	18
3.	LA RADIO : GRANDE ABSENTE DE LA REGULATION .....	20

## 1. NECESSITE DE MAINTENIR LA REGULATION EX ANTE

TowerCast accueille favorablement le projet de maintien d'une régulation *ex ante* du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre.

L'Autorité de la concurrence avait souligné dans son avis n°12-A13 du 8 juin 2012 le caractère décisif du cycle 3 de régulation : *« Toutefois l'Autorité insiste sur le caractère décisif du cycle de régulation envisagé. En effet, les deux cycles précédents font état d'un bilan insuffisant sur le plan du développement de la concurrence à la fois en infrastructures et en services. La première ne s'est pour l'instant développée que de façon limitée et quasi uniquement sur le réseau complémentaire qui ne couvre qu'environ 15% de la population française. La seconde stagne à un niveau modeste et souffre d'une forte dépendance des opérateurs alternatifs à l'égard de TDF. Le cycle à venir devrait donner une véritable impulsion pour que la concurrence puisse s'exprimer de façon pérenne. »*

Au cours du cycle 3 de régulation, près de 100% du réseau a été (re)négocié grâce notamment au déploiement des réseaux R5 R7 R8 et aux renégociations des contrats de diffusion des multiplexes historiques R1-6. Cette situation aurait donc dû être très propice au développement de la concurrence par les infrastructures.

Ce nouveau cycle de régulation ne fait néanmoins que confirmer à nouveau à quel point la liste des sites répliquables identifiée par l'ARCEP est extrêmement peu robuste contrairement à la liste des sites non répliquables : sur les 1626 zones TNT planifiées par le CSA en France métropolitaine (dont 1547 identifiées comme répliquables par l'ARCEP), seuls 445 sites TDF (27%) ont été répliqués pour au moins une diffusion TNT début 2015, après 10 ans de concurrence. Mais seulement 17.9% des points de services en France métropolitaine sont à date diffusés à partir d'un site alternatif (aucun point de service outre-mer).

Le rapport de force est donc toujours très déséquilibré en faveur de TDF. La concurrence par les infrastructures (réplication totale) a par ailleurs fortement ralenti au cours du cycle 3 par rapport au cycle 2 :

- En nombre de points de service : +6.5 points de part de marché entre le T2 2009 et le T3 2011 contre +4.3 points seulement entre le T3 2011 et le T4 2014 pour atteindre 17.9% seulement fin 2014 (cf. page 25 du projet de décision ARCEP) alors que 2 nouveaux réseaux nationaux ont été déployés au cours du cycle 3.
- Le ralentissement dans la création de sites alternatifs en France métropolitaine a été spectaculaire au cours du cycle 3 de régulation. En effet, en septembre 2009 (hors sites Emettel / Antalis TV rachetés par TDF), il y avait 64 sites alternatifs. Au cours du cycle 2, 251 sites alternatifs ont été créés (315 sites alternatifs créés en septembre 2012) tout opérateur confondu. Début 2015, il y a, selon les informations towerCast, seulement 445 sites alternatifs en France métropolitaine (433 selon l'ARCEP - page 28 du projet de décision), soit une progression de 130 sites alternatifs seulement, alors que 100% du réseau a été remis en concurrence grâce notamment au déploiement des multiplexes R5 R7 R8. La dynamique de développement de nouveaux sites alternatifs entre le cycle 2 et le cycle 3 a donc été divisée par un facteur 2.

TowerCast s'étonne enfin à nouveau de l'absence complet du marché de la Radio FM / RNT du projet de décision ARCEP alors que towerCast ainsi que plusieurs éditeurs FM / RNT dont Radio France se sont attachés à démontrer depuis plusieurs années que les conditions d'une régulation *ex ante* étaient réunies.

## 2. OBJECTIFS DU CYCLE 2015-2018

### 2.1. La levée progressive de la régulation

L'ARCEP tout en maintenant la nécessité d'une régulation *ex ante* sur le marché de gros TNT, estime désormais « *qu'il est justifié de s'engager dans une levée progressive de la régulation* » en avançant 3 arguments :

- La progression de la concurrence par les services et par les infrastructures,
- La réduction à venir du périmètre d'affaires des diffuseurs suite à la réallocation à venir de la bande 700 Mhz,
- Le rôle des acheteurs.

TowerCast s'interroge sur les raisons qui ont pu conduire l'ARCEP à passer d'une position où elle envisageait, au niveau de sa consultation Bilan et Perspectives de décembre 2014, d'accentuer les remèdes imposés à TDF au vue du bilan établi (en évoquant par exemple le possible abandon de l'objectif de promotion de la concurrence par les infrastructures) à un projet de décision allégeant finalement drastiquement les contraintes imposées à TDF.

TowerCast considère que le projet de décision cycle 4 de l'ARCEP ne tire aucune conséquence du bilan du cycle 3 qui fait état d'un échec des remèdes imposés par la régulation et d'un net ralentissement dans la création de sites alternatifs, 10 ans après le lancement de la TNT.

L'ARCEP souhaite ainsi maintenir une régulation très éloignée de la réalité du marché. Cette réalité est la suivante : plus de 1100 sites TDF répliquables, mais non répliqués après 10 ans de concurrence, ces 1100 sites étant donc associés à aucune contrainte tarifaire réglementaire forte, cette situation permettant ainsi à TDF de bénéficier d'un mécanisme de rente indue.

TowerCast est ainsi en profond désaccord avec l'ARCEP concernant la levée progressive de la régulation. Les éditeurs ont par ailleurs tous exprimé la nécessité absolue d'être distribués sur la plateforme TNT.

#### 2.1.1. Les arguments de l'ARCEP en faveur de la levée progressive de la régulation

- **La progression de la concurrence par les services et par les infrastructures**  
Le second critère du test des 3 critères vise à analyser si une évolution est possible vers une situation de concurrence effective à l'horizon de l'analyse de marché menée par l'ARCEP. L'ARCEP considère dans son projet de décision que le deuxième critère est rempli. En effet, l'ARCEP indique par exemple que « *des éléments structurels et conjoncturels tendent à montrer que, en l'absence*

*de régulation ex ante sur le marché de gros amont, il existe un risque de stagnation voire de recul de la concurrence sur les marchés de gros de la diffusion de la TNT à l'horizon de la présente analyse ». L'ARCEP en validant le second critère confirme bien la grande fragilité de cette concurrence. L'ARCEP reconnaît elle-même en développant cet argument (page 56 du projet de décision) que « les infrastructures TDF devraient encore conserver une place prépondérante. » L'ARCEP peut difficilement acter de l'absence d'évolution vers une concurrence effective à l'horizon de la présente analyse dans le cadre du 2<sup>nd</sup> critère et noter dans le même temps une progression de la concurrence lui permettant de lever progressivement la régulation alors que le cycle 3 a par ailleurs vu la création de 2 fois moins de sites alternatifs qu'au cours du cycle 2.*

Par ailleurs, comme exposé précédemment, le rapport de force nous semble par ailleurs toujours très déséquilibré en faveur de TDF (cf. paragraphe 1.).

- **La réduction à venir du périmètre d'affaires des diffuseurs suite à la réallocation à venir de la bande 700 Mhz**

L'ARCEP semble considérer que compte tenu de la réduction à venir du périmètre d'affaires des diffuseurs suite à la réallocation à venir de la bande 700 Mhz, les diffuseurs seront donc moins enclin à investir sur la plateforme TNT.

Cependant, si l'ensemble du préjudice lié à la bande 700Mhz était indemnisé par l'Etat, on se retrouverait alors dans la situation de marché prévalant avant le déploiement des 2 nouveaux multiplexes R7 R8, soit 6 multiplexes TNT. Cette situation de marché à 6 multiplexes n'a pas du tout empêché towerCast de développer des infrastructures alternatives et de massivement investir également sur près de 250 sites TDF entre 2005 et 2011 : c'est bien la possible absence de réparation du préjudice subi qui pose problème. En cas d'absence de réparation du préjudice subi, cette situation pourrait effectivement limiter la capacité de towerCast à investir.

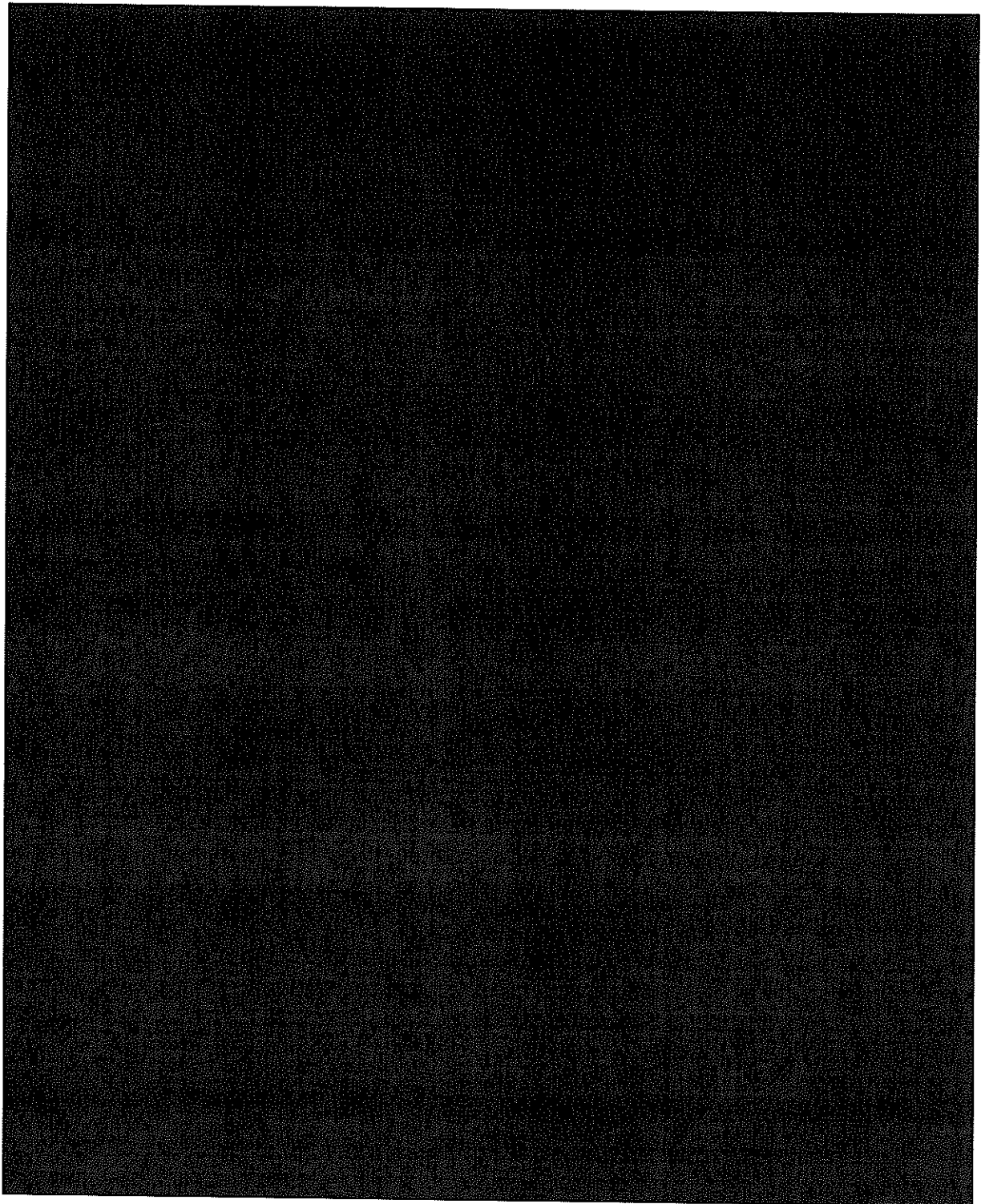
TowerCast a pour ambition de continuer à investir sur cette plateforme TNT quand bien même elle retrouve son périmètre de 2011 à savoir 6 multiplexes TNT et appelle également les pouvoirs publics à en maintenir l'attractivité (développement de l'ultra HD par exemple).

- **Le rôle des acheteurs**

**[SECRET DES AFFAIRES]**







**FIN SECRET DES AFFAIRES]**

#### **2.1.2. Le projet d'abandon des obligations de non éviction**

L'ARCEP souhaite désormais supprimer l'obligation imposant à TDF de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction en particulier sur les sites répliqués. Dans un objectif de promotion de

la concurrence et au vu du très faible nombre de sites répliqués (dynamique de réplication en très net recul par ailleurs au cours du cycle 3), une telle décision n'aura pour effet selon towerCast que l'arrêt pur et simple du développement de la concurrence par les infrastructures.

TowerCast estime que l'ARCEP fait ainsi porter un risque majeur aux diffuseurs alternatifs face à TDF. TowerCast est en profond désaccord avec l'ARCEP sur ce sujet.

Au cours du cycle 3, il y a donc moins de 3 ans, l'ARCEP a mis en place un modèle de coût réglementaire permettant notamment de définir des seuils d'éviction en deçà desquels TDF n'était pas autorisée à descendre, seuils estimés sur la base des coûts d'un opérateur efficace diffusant 50% des points de service TNT, 1 fréquences FM et 2 fréquences « autres ». A de nombreuses reprises, towerCast a informé l'ARCEP des erreurs présentes dans son modèle tarifaire (cf. 1.3.3 de notre réponse à la consultation ARCEP) et de la présence d'un nombre élevé de tarifs TDF DiffHF que towerCast considère comme étant dès à présent des tarifs d'éviction.

Depuis la mise en place du cycle 3, dès lors qu'un concurrent réplique un site (totalement ou partiellement via l'installation d'une antenne alternative sur les pylônes de TDF), TDF diminue le tarif DiffHF-TNT associé à ce site de 30% à 50% en moyenne (Cf. 1.3.1 de de notre réponse à la consultation ARCEP). En supprimant au cours du cycle 4 l'obligation de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction, TDF pourra donc évincer encore plus facilement la concurrence en publiant des tarifs encore plus bas : elle n'aura d'ailleurs même plus besoin de publier ces tarifs puisque l'ARCEP souhaite également lever cette obligation !

Quand l'ARCEP écrit dans son projet de décision : « *En effet, un maintien prolongé sur une trop longue période d'une obligation de non-éeviction transformerait cet espace économique en rente pour les opérateurs alternatifs* », elle passe complètement sous silence les baisses tarifaires imposées par TDF sur des sites où elle est en concurrence (de 30 à 50 %) sans non plus mentionner les nombreuses incohérences, erreurs inhérentes au modèle de coût réglementaire qui ont permis à TDF d'établir des tarifs validés par l'ARCEP mais que towerCast considère comme des tarifs d'éviction.

Si l'ARCEP maintenait son projet de décision sur ce point, TDF pourra alors justifier ses tarifs de détail sur la base de ses coûts historiques alors que les infrastructures TDF sont déjà largement amorties et que dans de nombreuses situations, TDF a par ailleurs bénéficié de nombreux avantages (acquisitions à titre gratuit) pour déployer les premiers pylônes assurant la diffusion de la TV analogique repris pour la TNT : terrain gratuit ou loyer très réduit, pylône financé par les collectivités etc... Ce qui n'est à l'évidence pas le cas des opérateurs alternatifs.

Les différents opérateurs alternatifs, tels que towerCast, ont construit leurs plans d'affaires et ont investi lourdement dans des infrastructures qui ont des durées d'amortissement longues (allant jusqu'à 15 ans) sur la base des obligations réglementaires imposées à TDF jusqu'à aujourd'hui. La suppression de ces obligations ne permettra pas de sécuriser les investissements passés et risque de fortement porter préjudice aux opérateurs alternatifs et à la concurrence.

Ce projet de décision ne peut être maintenu en l'état car il remet en cause les investissements alternatifs towerCast déjà réalisés.

« L'ARCEP estime que les diffuseurs alternatifs ont désormais un niveau de mutualisation moyen conséquent sur un nombre de sites suffisamment important pour que, sur le marché régulé visé, une concurrence effective et loyale entre l'ensemble des acteurs puisse s'exercer sans requérir l'imposition d'une obligation ex ante de non-éviction » : l'ensemble des opérateurs alternatifs exploite seulement 17.9% des points de service à partir d'infrastructures alternatives et le développement de nouveaux sites alternatifs entre le cycle 2 et le cycle 3 a été divisé par un facteur 2. Par ailleurs, towerCast exploite en moyenne 2 points de service TNT sur 128 sites créés récemment et équipés d'une antenne de diffusion towerCast (concurrence totale ou partielle) : on ne peut pas vraiment parler d'un taux de mutualisation important pour ces sites, ce qui permettrait d'espérer l'exercice d'une concurrence effective et loyale en l'absence d'obligation de non éviction (alors que les appels d'offre des opérateurs de multiplexes sont bien organisés site à site, les décisions étant également prises site à site).

Comment alors l'ARCEP peut-elle dès lors conclure à une possible concurrence effective et loyale entre TDF d'une part et les diffuseurs alternatifs d'autre part ? ... Alors qu'elle conclut également à une évolution peu probable vers une situation de concurrence effective à l'horizon de la présente analyse (2<sup>ème</sup> critère). L'ARCEP indique dans le cadre de l'analyse du second critère : « En effet, des éléments structurels et conjoncturels tendent à montrer que, en l'absence de régulation ex ante sur le marché de gros amont, il existe un risque de stagnation voire de recul de la concurrence sur les marchés de gros de la diffusion de la TNT à l'horizon de la présente analyse » : l'abandon de l'obligation de non éviction pour les sites répliqués et l'abandon de l'obligation de publier une offre de référence pour ces sites revient pourtant à abandonner toute forme de régulation ex ante pour cette partie très stratégique du marché de gros.

TowerCast identifie effectivement dans ces conditions, un fort risque de stagnation (la réduction des marges générées sur les sites déjà répliqués limitera notre capacité à investir dans de nouveaux sites alternatifs) et de recul (remise en cause de nos investissements déjà réalisés) de la concurrence sur le marché de gros.

L'ARCEP nous invite enfin à solliciter l'Autorité de la concurrence : « *Toutefois, il convient de noter, d'une part, que TDF sera toujours soumis au droit de la concurrence qui proscriit notamment les pratiques d'éviction sur les marchés de détail et en particulier les tarifs prédateurs* » tout en soulignant l'insuffisance du droit de la concurrence pour remédier seul aux défaillances du marché (critère n°3).

### 2.1.3. Le projet d'abandon de l'offre d'hébergement antenneaire

Depuis 2010, towerCast a commencé à concurrencer efficacement et rapidement TDF en installant ses propres antennes de diffusion sur les pylônes de TDF, en parallèle de la construction de nouveaux sites alternatifs en propre.

En effet, pour un certain nombre de raisons, il n'est pas toujours possible de répliquer totalement un site (contraintes de temps, économiques, manque de foncier disponible, cf.



nombreuses barrières à l'entrée rappelées par l'ARCEP dans le cadre du critère n°1 du test des 3 critères) et l'installation d'antennes alternatives représente donc une solution rapide et efficace : 8,8% des points de service sont désormais diffusés depuis une antenne alternative hébergée sur un pylône de TDF sur près de 220 sites TDF, soit deux tiers des implantations towerCast chez TDF.

18% des points de service étant diffusés à partir d'un site alternatif en propre, près d'un tiers de la concurrence par les infrastructures s'exprime donc à travers cette forme de concurrence qualifiée de partielle.

Cependant, l'ARCEP a désormais pour projet de supprimer l'offre d'hébergement antennaire au cours du cycle 4 de régulation.

Supprimer l'offre d'hébergement n'aura pour effet que d'ajouter un frein supplémentaire au développement de la concurrence par les infrastructures et de conforter ainsi TDF dans sa position d'opérateur dominant.

- **Enjeu commercial critique**

La réplication partielle est un enjeu concurrentiel considérable permettant de concurrencer efficacement et rapidement TDF sur le marché amont, sur un volume de sites important, tout en restant peu dépendant de TDF (typiquement moins de 20% du prix de détail contre 50% à 80% sinon en utilisant l'offre DiffHF-TNT de TDF) (cf. point 1.1.3 de notre réponse à la consultation Bilan et Perspectives ARCEP).

Il y a un enjeu commercial critique visant à atteindre rapidement une masse critique face à TDF qui est présent, en tant que diffuseur, sur 100% du marché de détail et qui utilise cette présence sur 100% du marché pour mettre en œuvre des mécanismes de remise au volume ayant pour seul but d'évincer la concurrence lorsqu'elle existe : TDF utilise ainsi le levier des sites où aucune concurrence ne s'exerce (sur le marché amont et/ou sur le marché aval) pour faire pression sur les opérateurs alternatifs, pour les sites où elle est concurrencée. Le recours à l'hébergement antennaire a donc permis à towerCast d'étendre sa pression concurrentielle face à TDF sur un nombre beaucoup plus important de sites dans l'intérêt des opérateurs de multiplexes qui font régulièrement état du nombre très important de sites pour lesquels ils ne bénéficient d'aucune offre alternative.

- **Une forme très récente de concurrence**

L'ARCEP semble avoir oublié ensuite que le recours à la concurrence partielle par les antennes est récent (2010 pour les premiers sites). Après l'avoir fortement encouragée en 2012 (publication des éléments transparence imposant à TDF d'indiquer les sites où cet hébergement antennaire alternatif est techniquement possible), elle souhaite désormais stopper cette forme de concurrence. Une telle instabilité de la régulation est très préjudiciable au regard de l'investisseur que nous sommes.

Historiquement, towerCast a privilégié une stratégie de conquête sur un nombre important de site, quitte à avoir recours aux sites TDF, ce qui nous laissait alors 5 ans pour trouver une solution alternative (réplication du site TDF). Or, towerCast a recours à ce type de concurrence depuis moins de 5 ans (lors des premières phases de déploiement du réseau secondaire en 2008 2009, towerCast n'a pas eu recours à l'hébergement antennaire) : il est encore trop tôt pour tirer de quelconques conclusions quant à notre ca-

pacité à répliquer totalement un site TDF après l'avoir répliqué partiellement : néanmoins, towerCast a pour unique stratégie de réduire sa dépendance à TDF, tout en maintenant un niveau élevé de concurrence sur le marché de détail, ceci passant inévitablement par une stratégie de développement d'un nombre élevé de sites avec un mix de sites TDF/antenne TDF - sites TDF/antenne towerCast - sites towerCast, afin de contrer les stratégies d'éviction de TDF (remise au volume, tarifs prédateurs).

- **Investissements efficaces**

L'ARCEP explique qu'elle souhaite favoriser des investissements efficaces et donc limiter le recours à des investissements spécifiques à la TNT du type Antenne alternative hébergée sur un site TDF.

Il faut dès lors rappeler le contexte des opérateurs télécoms qui sont en train de rationaliser leurs parcs de sites, en réduisant leur nombre de sites via des accords de mutualisation de leurs infrastructures (Cf. positionnement FPS ou accord Bouygues / SFR) : aussi répliquer systématiquement un site TDF peut s'avérer très inefficace en particulier pour les zones peu couvrantes où il n'y a par ailleurs aucune activité FM et pour lesquelles les opérateurs télécoms mutualisent leurs sites.

Aussi pour ces cas-là, l'abandon de l'hébergement antenne aboutira à l'absence totale de concurrence alors que l'hébergement antenne permettait d'animer cette concurrence. Sur les 1500 sites TNT du réseau secondaire, towerCast estime à 700 le nombre de sites pour lesquels il n'y a aucune activité FM et peu d'activité Télécom par ailleurs, (les sites de diffusion étant bien souvent situés sur des points hauts et donc éloignés des habitations). Il faut également rappeler que le multiplexe R3 n'est pas et ne sera pas déployé sur près de 400 sites du réseau secondaire (parmi les moins couvrants).

Répliquer un site TDF, situé dans une zone blanche pour laquelle les opérateurs Télécom mutualisent leurs infrastructures, zone qui peut par ailleurs ne présenter aucune activité FM, n'est tout simplement pas efficace selon towerCast pour reprendre l'argumentaire développé par l'ARCEP.

- **Les différents niveaux de l'échelle d'investissements**

Enfin, au regard des différents niveaux de l'échelle d'investissements, il est curieux de supprimer l'hébergement antenne tout en maintenant DiffHF. En effet, l'ARCEP a présenté, dans son projet de décision page 23, les différents niveaux de l'échelle d'investissements :

- DiffHF : concurrence par les services dans le sens où elle correspond au niveau d'investissements le plus faible pour le diffuseur alternatif,
- Système antenne alternatif :
  - Hébergement antenne TDF : concurrence partielle par les infrastructures,
  - Site en propre : concurrence totale.

L'ARCEP cherche à faire en sorte que les opérateurs alternatifs montent dans l'échelle des investissements. En supprimant le « *barreau intermédiaire* » de l'échelle des investissements (soit l'hébergement antenne), l'ARCEP risque tout simplement de casser le peu de dynamique concurrentielle, dans un contexte cycle 3 où les cas de réplication totale ont été divisés par 2 par rapport au cycle 2 (pour rappel, towerCast ne développe

plus aucun nouveau site TDF sur la base de l'offre DiffHF sauf en cas d'échec d'un projet d'hébergement antenneur sur un nombre très limité de nouveaux cas).

## 2.2. L'encadrement de l'excessivité

L'obligation de non excessivité des tarifs de TDF devrait permettre d'empêcher TDF de bénéficier de marges indues sur les sites où elle n'est pas en concurrence, marge permettant à TDF d'être très agressif sur les sites où elle se retrouve en concurrence (cf. stratégie d'éviction décrite au 1.3.1 de notre réponse à l'ARCEP).

Le mécanisme introduit par l'ARCEP dans le cadre du cycle 3 n'a pas permis de réguler l'excessivité des tarifs TDF : en effet TDF a pu augmenter ses tarifs DiffHF de plus de 15% en 3 ans sur des sites où elle n'était pas en concurrence (concurrence par les infrastructures) alors que 2 nouveaux multiplexes ont été déployés ! Cette augmentation de +15% sur un nombre très important de sites TDF en monopole vient ainsi largement compenser la baisse de 30% à 50% consentie par TDF sur le peu d'infrastructures TDF faisant face à la concurrence : on peut en effet se poser la question légitime de l'intérêt d'une telle régulation, qui s'avère extrêmement inefficace pour les opérateurs de multiplexes qui n'ont pas d'autres choix que de retenir les 1 626 sites planifiés par le CSA, les baisses permises par la concurrence étant compensées par les hausses sur les sites sans concurrence...

TowerCast accueille donc favorablement le projet ARCEP d'encadrement de l'excessivité et notamment une des méthodes proposées par l'ARCEP, consistant à définir l'excessivité via l'étude de la dispersion des tarifs pour des configurations techniques équivalentes et via la définition d'un niveau de dispersion en deçà duquel les tarifs seraient supposés respecter l'obligation de non excessivité.

A date, nous constatons une très grande dispersion entre les tarifs maximum et minimum sur une gamme de sites donnée (en moyenne, écart de 126% entre les tarifs maximum et minimum sur une gamme de sites donnée) : cette dispersion est complètement injustifiée par les coûts sous-jacents de TDF qui sont identiques pour les sites d'une gamme de sites donnée du réseau secondaire. Cette situation implique selon towerCast la présence de tarifs très excessifs sur les sites sans concurrence et de tarifs prédateurs sur les sites en concurrence. Il est utile de souligner que jusqu'au cycle 2 inclus, à gamme technique donnée (hauteur, nombre de panneaux et puissance max), TDF publiait un seul tarif DiffHF qui s'appliquait quel que soit le niveau de concurrence constaté sur l'ensemble des sites TDF d'une gamme donnée.

Il nous semble parfaitement indispensable qu'à configuration technique donnée (hauteur / Pmax / nombre de panneaux) corresponde un seul tarif DiffHF et ce quel que soit le niveau de concurrence constaté ou qu'à minima, l'écart entre les tarifs minimum et maximum pour une gamme technique donnée soit très limité.

Sans cela, la régulation mise en œuvre par l'ARCEP serait parfaitement inefficace pour les opérateurs de multiplexes puisque les baisses tarifaires TDF ciblées contre la concurrence sont compensées par des hausses sur les sites sans concurrence que les opérateurs de multiplexes ont l'obligation (de par leur convention avec le CSA) d'acheter.

[SECRET DES AFFAIRES]





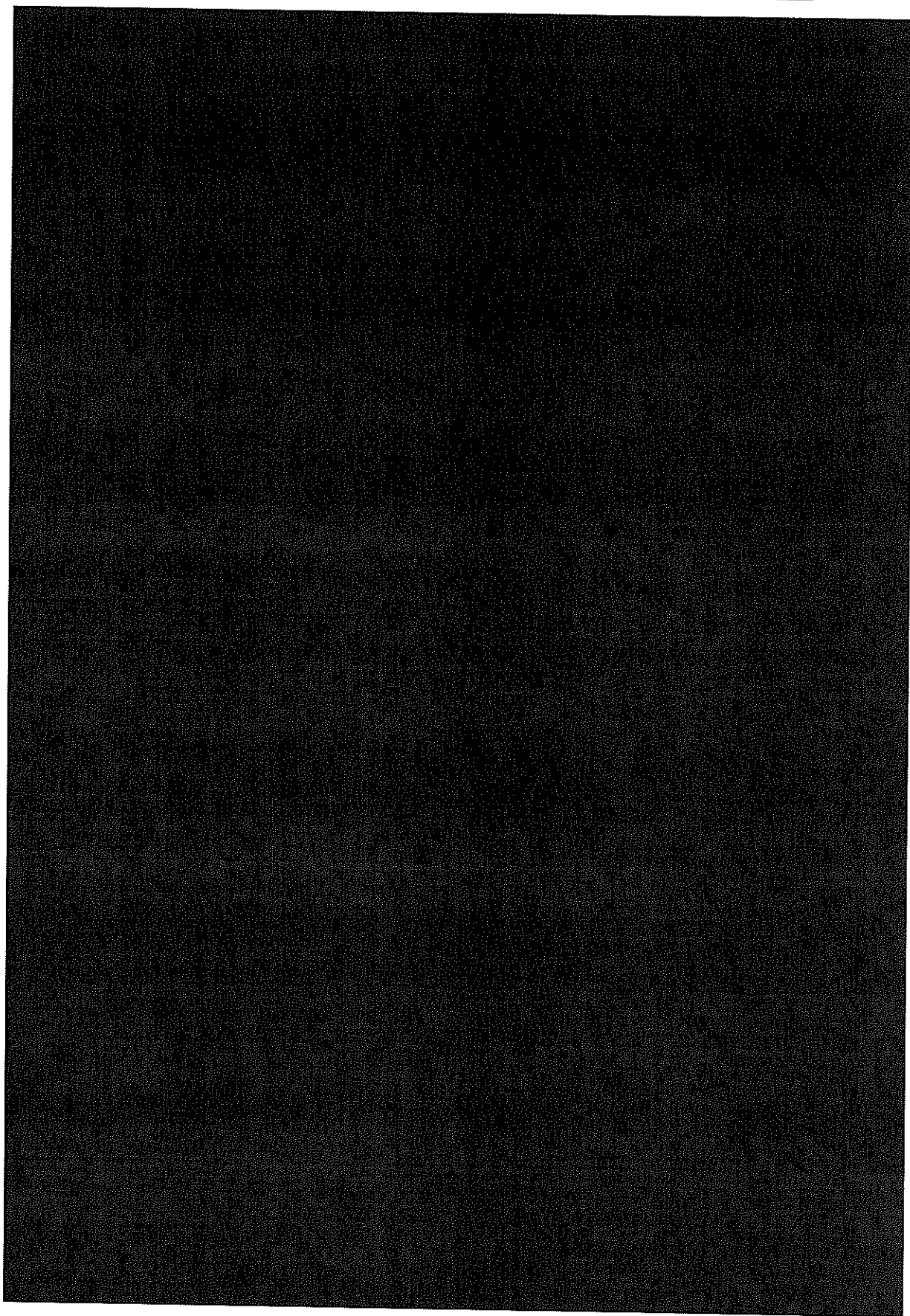
**FIN SECRET DES AFFAIRES]**

Concernant l'évolution des tarifs d'hébergement (indoor, outdoor...), rien ne semble avoir été prévu par l'ARCEP en matière d'excessivité dans le projet de décision cycle 4. L'encadrement de l'excessivité doit aussi intervenir également sur ces offres : TDF ne doit en effet pas pouvoir manipuler à la hausse son offre d'hébergement antenneaire (+35% pour l'offre d'hébergement des panneaux entre 2011 et 2014 et +54% pour l'offre d'hébergement des feeders entre 2011 et 2014) sur les sites TDF où towerCast a installé ses propres antennes de diffusion et venir ensuite nous évincer avec des tarifs DiffHF d'éviction (idem pour les tarifs TDF d'hébergement outdoor vis-à-vis des baies outdoor towerCast : entre +150% et +300% fonction des catégories de sites depuis 2009).

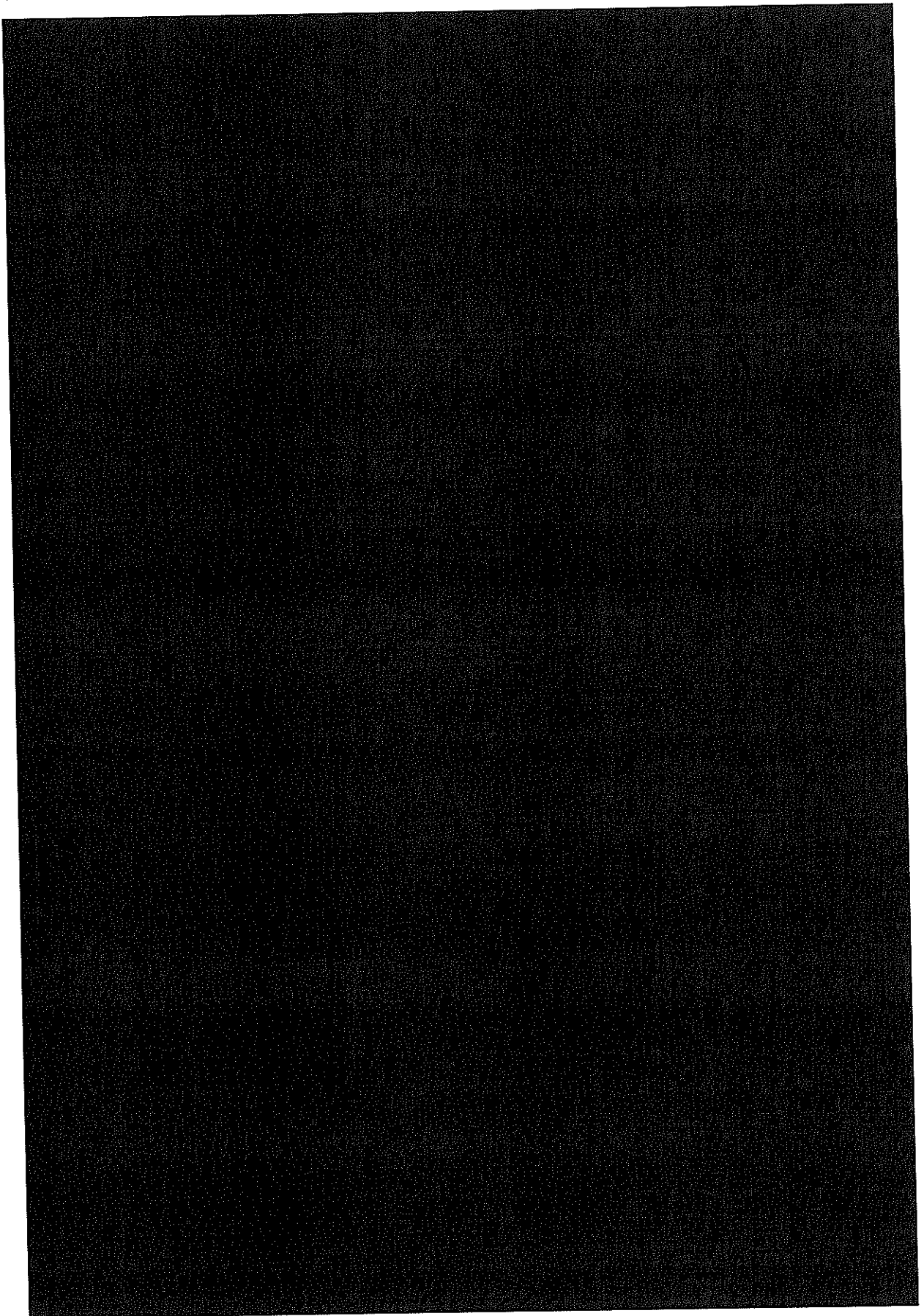
### 2.3. L'obligation de négocier de bonne foi

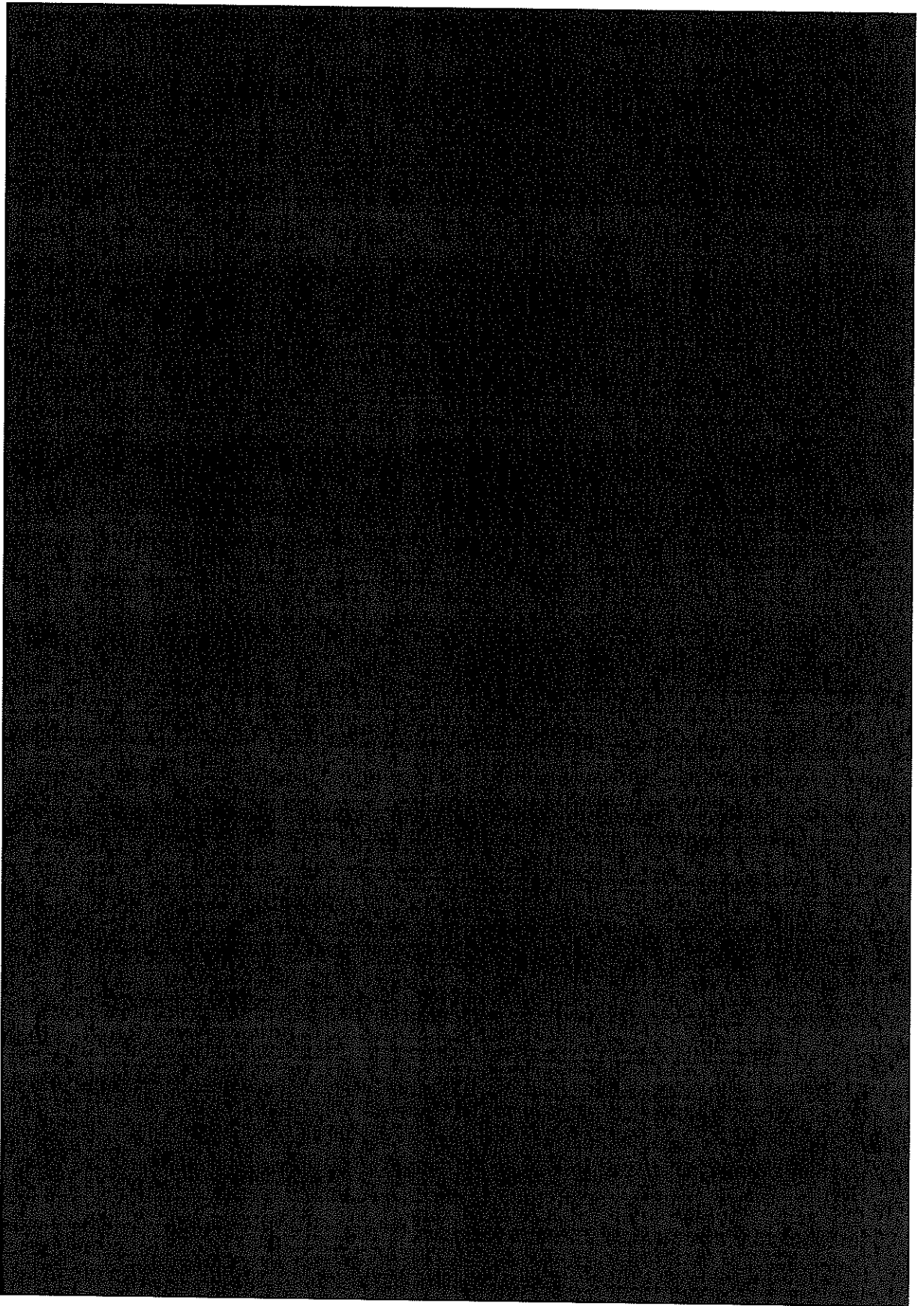
**[SECRET DES AFFAIRES -**

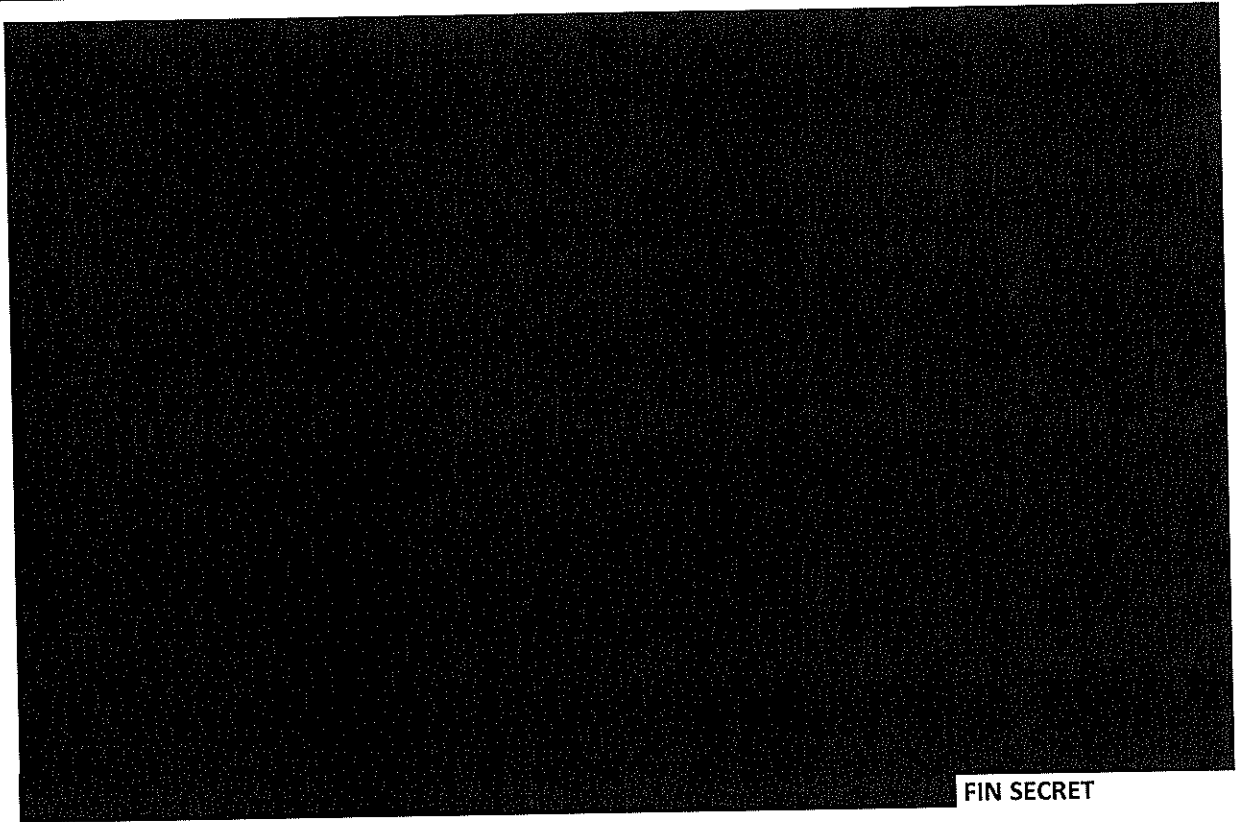












FIN SECRET

DES AFFAIRES]

## 2.4. Marché du Transport

TowerCast souhaite apporter des précisions concernant le sujet du TRANSPORT.

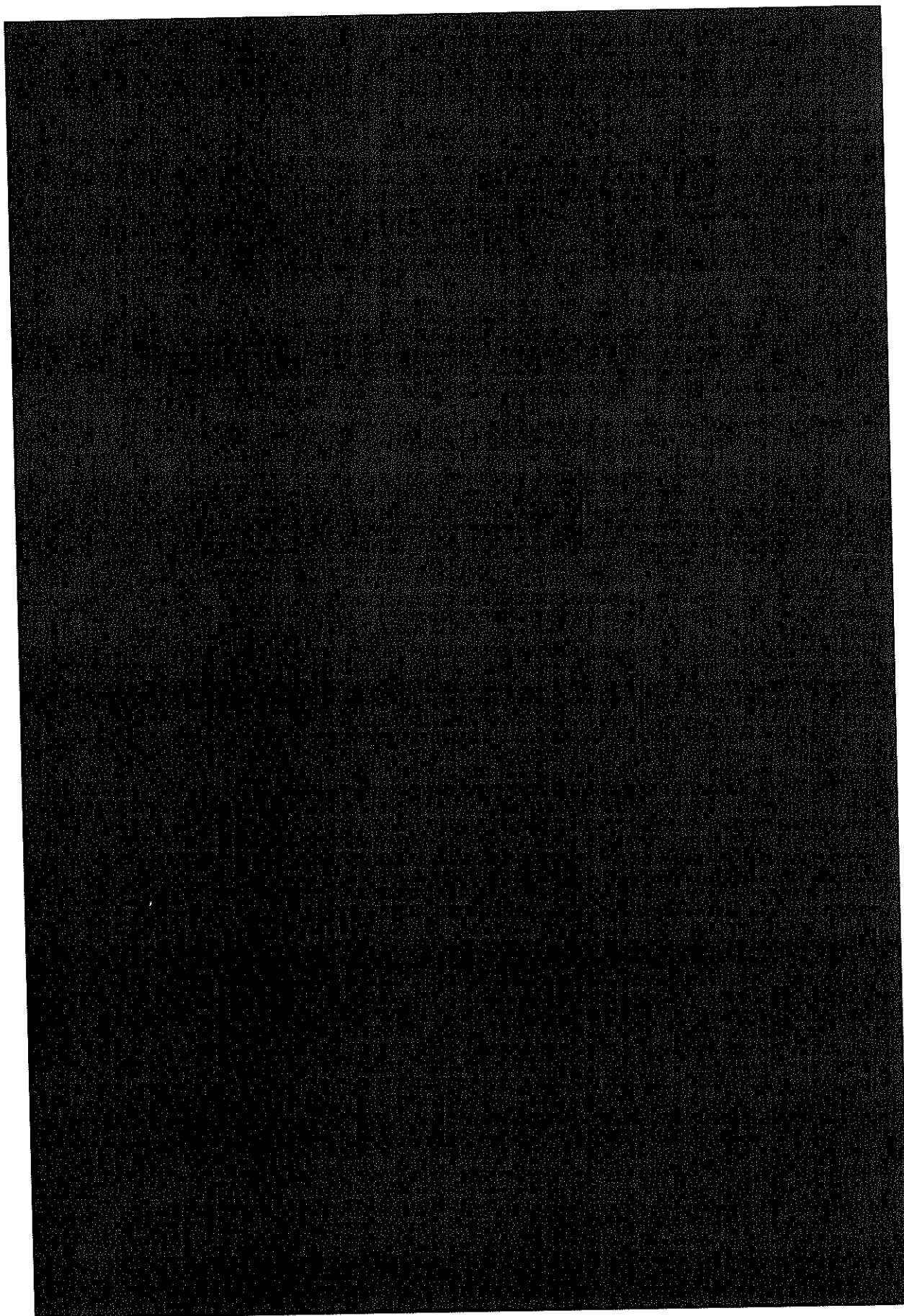
Il y a bien 2 problématiques de transport :

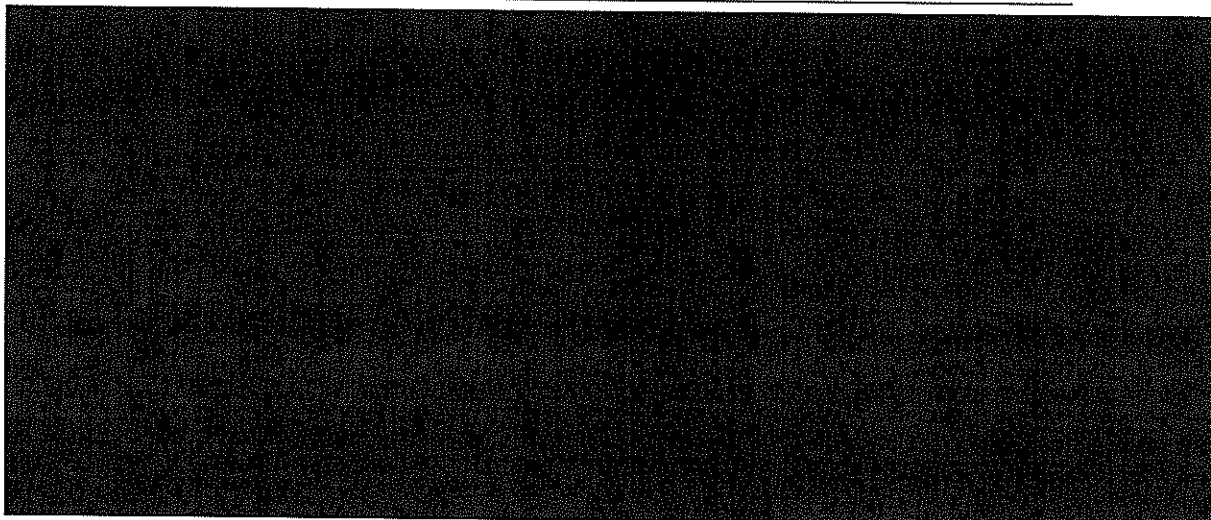
1. Une problématique à caractère locale (très faible distance soit quelques centaines de mètres) liée au raccordement d'un site alternatif au réseau TMS TDF accessible depuis le site TDF historique colocalisé avec le site alternatif :
  - Exemple : le cas du site alternatif de Bastia towerCast situé à 200m du site TDF. TowerCast s'est raccordé via une fibre optique au site TDF, TDF mettant à disposition le signal TMS en limite de propriété, towerCast s'interconnectant ainsi en limite de propriété.
2. Une problématique à caractère régionale spécifique à GR1 (distance importante soit plusieurs dizaines de kilomètres) qui concerne les sites SFN GR1 pilotés pour lesquels l'opérateur de diffusion doit inclure dans son offre de diffusion sur un site piloté SFN, l'acheminement, par voie terrestre, du signal GR1 depuis le site pilote :
  - Exemple : le site de Forbach en SFN du site de Metz qui sert de site pilote de la plaque SFN. Dans l'offre de diffusion sur Forbach, il est nécessaire d'inclure un transport terrestre (FH / FO) de GR1 depuis Metz vers Forbach. L'opérateur de diffusion sur Metz doit mettre à disposition, de l'opérateur de diffusion sur Forbach, le signal GR1, au niveau du site de Metz.

Les 2 problématiques peuvent s'ajouter : ainsi Bastia est en SFN d'Ajaccio pour GR1, Ajaccio étant le site pilote. Ainsi, pour répondre sur le site alternatif de Bastia towerCast, il faut prévoir le transport GR1 du site TDF d'Ajaccio jusqu'au site towerCast de Bastia.

**[SECRET DES AFFAIRES**





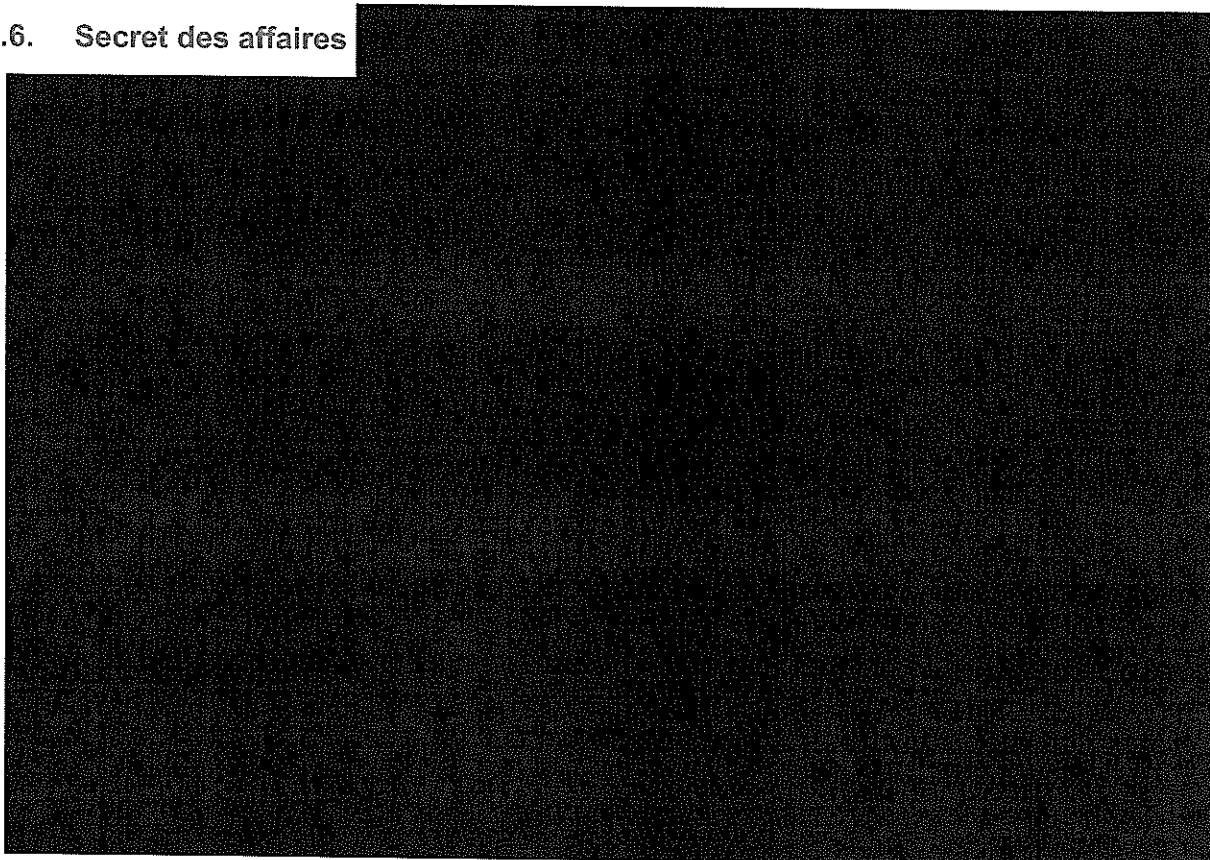


FIN SECRET DES AFFAIRES]

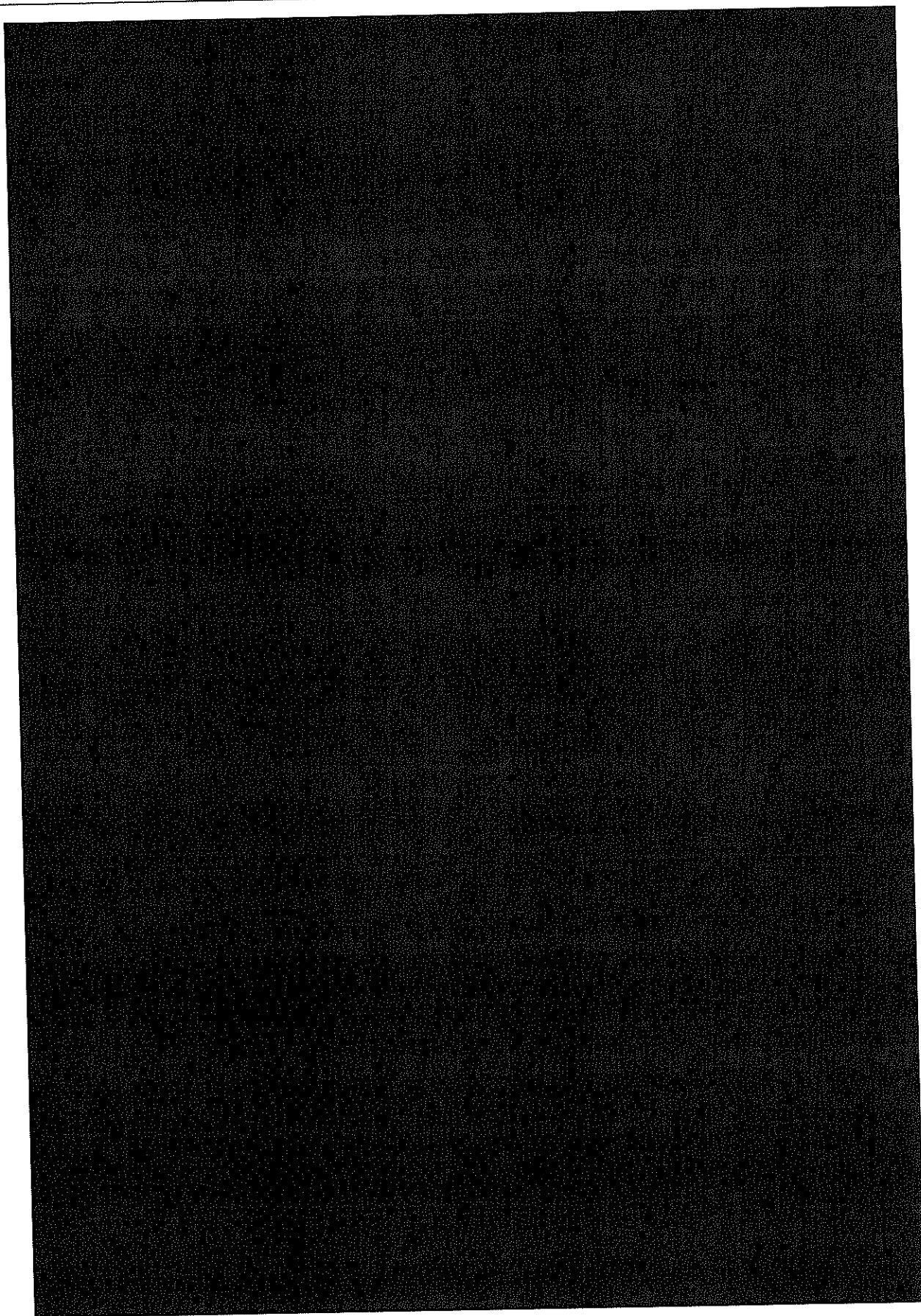
## 2.5. Evolution de l'offre de référence

Autant le principe d'une unique publication annuelle faisant suite à l'audit réglementaire des comptes TDF est probablement un principe à maintenir, autant force est de constater que bien souvent towerCast se retrouve à devoir intégrer en quelques jours de nouvelles offres tarifaires TDF (Cf. ODR 2014 V2 ou ODR 2015 dans le cadre des appels d'offre R2 R4 R5 R6).

## 2.6. Secret des affaires







Fin SECRET DES AFFAIRES]

### 3. LA RADIO : GRANDE ABSENTE DE LA REGULATION

TowerCast s'est attaché depuis de nombreuses années à démontrer, en se mettant à la place de l'ARCEP, la nécessité de réguler les marchés de gros FM / RNT (définition du marché pertinent, test des 3 critères, puissance de marché TDF). La très grande majorité des éditeurs FM, l'Autorité de la Concurrence ont abondé dans ce sens mais l'ARCEP refuse pourtant de réguler ce marché.

Pour un marché Radio FM soit disant concurrentiel, pour lequel le seul droit de la concurrence devrait permettre de s'assurer du bon fonctionnement du marché, il convient de rappeler quelques statistiques de part de marché, en particulier pour les réseaux à vocation nationale (catégories E) et Radio France :

- 70% des diffusions Radio France ne sont pas adressables par towerCast faute d'accès aux sites TDF (towerCast ne pouvant ainsi ne serait-ce que formuler une offre commerciale à Radio France) ;
- 45% des diffusions RTL Group ne sont pas adressables par towerCast faute d'accès aux sites TDF ;
- 27% des diffusions du groupe NRJ ne sont pas adressables par towerCast faute d'accès aux sites TDF ;
- La part de marché des opérateurs alternatifs en nombre de fréquences opérées est limitée à 18% sur les radios de la catégorie E (RTL, RMC, Lagardère) et 9% pour Radio France.

Ainsi, près de 800 sites TNT sont également utilisés en FM en grande partie par les radios des catégories E et Radio France : ces radios à vocation nationale s'inscrivent en effet dans la même logique de couverture du territoire que la plateforme TNT : faute d'une régulation *ex ante*, seul TDF peut ainsi mutualiser ses coûts, entre ses différentes activités, sur l'ensemble de ses sites non répliqués (puisque TDF limite par ailleurs au maximum l'accès à ses sites pour ce qui est de l'activité Radio FM et RNT).

TowerCast est hébergé pour l'activité TNT sur 320 sites TDF dont près de 200 éligibles à l'activité Radio. Si towerCast avait réellement la capacité de développer l'activité radio sur les sites TDF où elle est déjà hébergée pour l'activité TNT, elle pourrait alors mutualiser ses coûts entre l'activité FM et TNT, au bénéfice des éditeurs TNT et Radio.

La plateforme FM n'est par ailleurs absolument pas substituable (cf. contributions towerCast précédentes) :

- Couverture du territoire similaire à la TNT pour Radio France (France Inter, France Culture, France Musique).

- Taux d'équipement FM très élevé : plus de 150 millions de récepteurs soit environ 6 récepteurs par foyer rendant difficile toute migration vers une autre plateforme.
- Près de 90% de la consommation radio se fait en mode FM.
- Une concurrence intense, issue de la libéralisation de la FM et une très grande diversité de programmes (près de 50 radios à Paris) garantit l'attractivité de la plateforme FM.
- Les autres plateformes de diffusion ne sont pas substituables et aucune autre de ces plateformes ne met autant en avant le média radio.
- Pour les radios financées par la publicité, seule la diffusion hertzienne permet d'être accessible au plus grand nombre d'auditeurs.
- Aucune date de switch over annoncée pour la FM vers la RNT

- **Activité RNT**

L'activité RNT en particulier pour les allotissements CSA étendus présente des caractéristiques très similaires à l'activité TNT. TDF nous a pour autant refusé l'accès à tous ses sites, pour l'activité RNT, excepté le site de la Tour Eiffel.

La RNT impose pour autant de recourir à des infrastructures de grande hauteur non répliquables afin d'assurer la couverture du territoire, de manière similaire à la TNT (c'est bien l'avantage majeur de la RNT vis-à-vis de la FM) : il serait économiquement complètement inefficace de multiplier les sites de diffusion associés à une couverture limitée, pour espérer compenser l'impossibilité d'avoir recours à ces sites TDF importants associés à une couverture importante.

- **Radio France (mise à jour de notre réponse à la consultation ARCEP Bilan et Perspectives)**

La situation des appels d'offres diffusion FM de Radio France est critique (Cf. 2.1 de notre réponse à la contribution ARCEP Bilan et Perspectives) et l'ARCEP semble inactive sur ce sujet, refusant ainsi de considérer une régulation de ce marché. Radio France a fini par récemment déclarer - à nouveau (situation similaire en 2009- 2010) - sans suite certains appels d'offres de la phase 1 (mai 2014) faute de budget suffisant, TDF continuant ainsi d'assurer les prestations.

Ces déclarations sans suite concernent quasiment exclusivement des sites importants non répliquables et non répliqués de TDF (Autun, Reims, Guéret...) dont les tarifs de détail proposés par TDF, ITAS Tim et towerCast s'inscrivent tous en hausse par rapport à la facture historique de Radio France pour ces sites : cette situation induite nécessairement par des tarifs d'accès TDF trop élevés est profondément anticoncurrentielle, qui plus est sur des sites de diffusion importants non répliqués et ouverts à la concurrence par Radio France pour la toute première fois.

